



À Marib, dans le nord du Yémen, des combattants loyaux au gouvernement soutenu par l'Arabie saoudite occupent une position face aux rebelles houthis, aidés par l'Iran.

utilise régulièrement la menace d'attaques et de sabotages contre les États du Golfe pour persuader l'administration américaine d'annuler les sanctions économiques qu'elle a imposées pour contrer le programme d'enrichissement d'uranium de Téhéran, lequel fait craindre le développement d'armes nucléaires.

Les sabotages de pétroliers au large de la côte émirienne, en mai 2019, et les spectaculaires attaques de drones contre les installations pétrolières saoudiennes, en septembre 2019, témoignent de ces tactiques. Bien que revendiquée par les Houthis, la trajectoire de la dernière attaque pointait plutôt en direction de l'Iran ou de l'Irak, selon les services de renseignements américains. Ces incidents ont poussé les États du Golfe à revoir leur calcul stratégique, d'autant qu'ils ont réalisé que les États-Unis ne mouilleraient pas leur chemise pour les défendre. L'absence de réaction de l'administration Trump aux attaques contre les installations pétrolières saoudiennes a envoyé un signal clair.

Contre mauvaise fortune, bon cœur : parler à Téhéran

Abou Dhabi, qui avait pourtant soutenu la campagne de "pression maximale" de l'administration Trump, a changé de cap dès l'été 2019, envoyant une délégation dans la capitale iranienne pour discuter de la sécurité maritime. Les choses ont pris une tournure encore plus officielle en décembre 2021, avec la visite à Téhéran du cheikh Tahnoon bin Zayed al Nahyan, le conseiller national à la sécurité émirienne. Cette rencontre de haut niveau avec le nouveau président iranien Ebrahim Raisi a eu lieu malgré les tensions résultant de la vente de 80 avions français Ra-

Malgré leur relative discrétion au Yémen, les Émirats arabes unis ont joué un rôle clé lors d'une bataille décisive.



fale aux Émirats l'automne dernier, et le rapprochement entre Abou Dhabi et Tel-Aviv, ennemi juré des Iraniens, suite aux accords d'Abraham signés à l'été 2020.

Lors de cette rencontre, Ali Shamkhani, le secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale de l'Iran, a assuré que des relations "chaleureuses et amicales" entre les deux pays étaient une priorité. Le cheikh Tahnoon, de son côté, a invité le président Raisi à une visite officielle dans son pays. Ce n'était pas arrivé depuis 2007. L'Arabie saoudite, soucieuse de plaire à la nouvelle administration américaine, avec laquelle les relations sont tendues, a aussi fait des efforts, en acceptant de rencontrer son grand rival à quatre reprises l'année dernière, à Bagdad. Témoignage rare de ce réchauffement des relations, trois diplomates iraniens sont arrivés à Djeddah le 17 janvier 2022, jour même des attaques sur Abou Dhabi, pour prendre leurs fonctions au sein de l'Organisation de la coopération islamique.

Dans ce contexte de détente, et alors que les négociations sur le nucléaire iranien se poursuivent à Vienne, Téhéran avait-il intérêt à attiser les tensions ? L'ambiguïté persiste, car l'Iran est coutumier de ce jeu trouble où il peut prétexter l'autonomie des groupes qu'il soutient, tout en créant de l'insécurité pour obtenir plus de concessions. Pour Sanam Vakil, les pays qui négocient actuellement avec l'Iran à Vienne chercheront à isoler les discussions de ce qui s'est passé à Abou Dhabi. Cette nouvelle escalade rappelle en tout cas la centralité du conflit yéménite dans la stabilité de la région, et la difficulté à résoudre l'équation sécuritaire dans le Golfe, au-delà de la seule question du nucléaire iranien.